



Fraude à l'assurance

Comment éviter le piège du « Crash for cash » ?

Un choc mineur, peu ou pas de dégâts visibles, une pression soudaine pour signer un constat ou transmettre ses papiers... et l'automobiliste peut se retrouver piégé dans une fraude à l'assurance. Encore peu connu du grand public, le "crash for cash" se développe en France, dans un contexte de forte hausse des fraudes à l'assurance automobile : +26 % entre 2022 et 2023.

Son principe : provoquer ou simuler un accident pour soutirer de l'argent, monter un faux dossier de sinistre ou usurper l'identité d'un conducteur.

Comment fonctionne cette escroquerie ? Quelles conséquences pour les victimes ? Quels réflexes adopter pour ne pas se faire piéger ?

Crash for cash : une fraude bien rodée

Le mécanisme est simple : provoquer volontairement un accident pour en tirer un bénéfice financier.

Dans les faits, les fraudeurs mettent en scène un choc, souvent à faible vitesse. Il peut s'agir d'un véhicule ou d'un deux-roues qui percute volontairement un automobiliste, d'un freinage brutal destiné à provoquer une collision, ou encore d'un choc simulé pour faire croire à un accrochage.

Très vite, la situation peut devenir confuse. La prétendue victime se montre pressante, affirme être blessée, exige un constat immédiat ou pousse l'autre conducteur à reconnaître sa responsabilité. Des complices peuvent même intervenir comme faux témoins pour crédibiliser la scène.

Autre signal d'alerte : sous couvert de "faciliter les démarches", les fraudeurs peuvent demander à photographier le permis de conduire ou l'attestation d'assurance. Ces documents peuvent ensuite être utilisés pour alimenter de faux dossiers de sinistre ou souscrire frauduleusement des contrats au nom de la victime.

Des conséquences lourdes pour l'automobiliste

Le "crash for cash" ne se limite pas à une simple tentative d'escroquerie. Ses conséquences peuvent être à la fois financières, administratives et psychologiques.

Sur le plan financier, l'automobiliste peut se voir imputer un sinistre fictif ou fortement exagéré, avec à la clé franchise, malus et hausse durable de la prime d'assurance. Sur le plan administratif, la victime peut subir une usurpation d'identité, avec des contrats ou sinistres enregistrés à son nom et des répercussions sur son historique d'assuré.

À cela s'ajoute souvent un parcours complexe : contestation des faits, échanges avec l'assureur, dépôt de plainte... d'autant plus lourd lorsque la fraude est identifiée tardivement.

Les bons réflexes à adopter en cas de doute

Face à une situation suspecte, quelques réflexes peuvent faire la différence :

- Ne pas céder à la pression et ne jamais reconnaître des faits contestés dans la précipitation.
- Limiter l'échange aux seules informations indispensables : nom, plaque d'immatriculation, assureur.
- Ne jamais laisser photographier son permis de conduire ou son attestation d'assurance.
- Documenter la scène : véhicules, plaques, dégâts, environnement, personnes présentes.
- Signaler dans le constat tout comportement suspect : freinage brusque, incohérences, insistance inhabituelle, témoins douteux.
- Appeler les forces de l'ordre en cas de doute.
- Prévenir rapidement son assureur pour bloquer au plus vite toute tentative de fraude.

A propos de Direct Assurance

Direct Assurance est le leader français de l'assurance auto en ligne et propose également des offres d'assurance moto, habitation, santé et protection juridique. Aujourd'hui, plus de 2,1 millions de clients lui font confiance. Pionnier depuis 1992, Direct Assurance est une filiale d'AXA SA.